

Les Intérêts et la Sottise

Il y a quelque cent vingt-cinq ans, le bon peuple criait : « Mort aux accapareurs ! » Et Napoléon, qui voulait permettre aux bourgeois de bien commercer et manufacturer, avait passablement salé les accapareurs dans son Code Civil (article 419). Aujourd'hui, le bon peuple crie toujours : « Mort aux accapareurs ! » Et Poincaré, qui veut permettre aux bourgeois de bien négocier et usiner à la moderne, prépare le zigouillage en douce de l'article 419.

Une commission s'est donc réunie au ministère de la Justice, afin de procéder à cette petite opération dans les formes. La première chose, pour réhabiliter l'accaparement, c'est de le débaptiser. Ces messieurs lui ont donc trouvé un charmant nom de guerre (puisqu'il s'agit d'impérialisme !) : il devient l'ENTENTE LICITE — écrivons cela bien gros : Flaubert aurait qualifié ce tour-là de gigantesque !

CELA rappelle directement une bien bonne histoire des antipodes. L'Australie, comme chacun sait, devint soudain un pays de cocagne, du jour où l'on y trouva des gisements d'or. Patrons, employés, garçons de bureau et cireurs de boîtes décampaient vers la brousse pour « prospecter » et revenir en nababs.

Mais des Chinois s'en vinrent de Chine à leur tour, et ils avaient leur terrible patience minutieuse dans leur sac. Dans la zone où ils s'installaient, ils tamisaient tout, rafflaient tout. Si bien que l'Australie démocratique et social-démocratique, les flanqua à la porte pour avoir « travaillé avec un zèle illicite » !

Que dirait Voltaire des mots « licite » et « illicite » s'il écrivait, aujourd'hui, son Dictionnaire ?

Il ne suffit pas de jongler avec les mots. Encore faut-il convaincre un tant soit peu le bon public. La commission de révision de l'article 419 s'est donc adjoint « un économiste », M. Paul de Rousiers. Les économistes sont, par définition, « distingués », c'est-à-dire désintéressés. C'est pourquoi, sans doute, la Journée Industrielle a cru intéressant d'inventer M. de Rousiers sur les travaux de la commission.

Le distingué économiste a donc trouvé sur-le-champ trente-six différences fondamentales entre l'entente licite et l'accaparement. L'accaparement est clandestin, tandis que l'entente licite se fait au grand jour « sauf à observer certaines précautions (!) » ; l'accaparement se propose de bouleverser le marché, alors que l'entente a pour but de stabiliser les prix (de vie chère). Et patate et patate.

Après ce mirifique exposé, tout lecteur de la Journée Industrielle a dû être persuadé des excellentes, désintéressées et patriotiques intentions de M. Paul de Rousiers. On aurait été bien mieux édifié encore si le distingué économiste avait décliné sa qualité de secrétaire général du Comité Central des Armateurs de France. Le dit Comité est le troisième de nos trusts, après les Houillères et les Forges.

Allons, l'article 419 sera enterré par qui de droit : la commission de révision pouvait plus mal choisir ses conseillers ! Les compétences savent se faire utiliser.

LE fils de Hugo Stinnes voyage en Amérique. Stinnes junior a visité les champs pétrolifères du Texas et de l'Oklahoma, en compagnie de M. Sinclair. Stinnes père est déjà propriétaire de pétroles en Argentine. Tout cela fait froid dans le dos aux bons industriels de France et d'Angleterre.

Ils n'ignorent pas, en effet, que, dans les huit premiers mois de 1923, l'Allemagne a réussi à tenir — et de loin — la tête parmi les acquéreurs de stocks de coton américain. Comment l'Allemagne s'est-elle débrouillée pour payer ces formidables achats ? Mystère, répondent en souriant les gazettes de New-York.

Comme chacun sait, les magnats boches se sont mis à deux genoux devant Poincaré le Triomphateur !

HÔLA ! La maison brûle ! s'écrient les patrons de textiles anglais. Nous voyons déjà notre bon et patriotique public acheter 80 0/0 de fabrications françaises : qu'est-ce que ça va devenir quand l'Allemagne va regazer ! Vite, des douaniers ! Un cordon sanitaire !

— Minute ! rétorquent les gros charbonniers. On va nous rendre la pareille ! où vendrons-nous notre charbon ?

Là-dessus, les représentants des Dominions ont débarqué à Londres. Quel vacarme ! — N'achetez que mon blé ! — Prenez mes viandes ! — Achetez-moi tous mes fruits secs, ou je me fâche, criait l'Australie. M. Baldwin, apprenti sorcier, s'est bouché les oreilles et a décrété des élections.

GRRRANDE colère du Labour Party et des libéraux ! — Comment, vous brusquez les élections pour nous brûler la politesse ? Mais ce n'est plus du fair play démocratique, monarchique et constitutionnel.

Pensez que Ramsay Mac Donald et consorts ont été désignés par toute la presse bourgeoise, au précédent scrutin, comme les héritiers imminents du gouvernement de Sa Majesté. Depuis lors, ils se préparent, se bichonnent, se guignent pour leur future gloire. « Notre empire, nous l'aimons ! » clamaient encore, il y a quelques semaines, ces honorables pacifistes.

ALORS il a bien fallu trouver, en cinq secs, des plateformes électorales. En Angleterre, cela veut dire : des mots d'ordre sur le chômage, la vie chère, le protectionnisme, etc. Tout d'abord, il y a eu un sacré flottement : dame, quand on ne s'occupe, depuis des années, que de tuer dans l'œuf toute grève d'envergure, on n'est plus à la page en fait de choses moins simples !

Frank Hodges, retour d'Amérique, raconta qu'il y avait fait une intéressante observation : le pays était prospère, et les salaires étaient élevés. Il suffirait donc très certainement de hausser les salaires en Angleterre pour restaurer aussitôt des conditions économiques florissantes. Cribouille fermait de même son parapluie pour qu'il cessât de pleuvoir.

Le Labour Party, vieux manœuvrier, s'est rabattu sur un bon bateau infaillible outre-Manche : libre-échange for ever. Les ménagères votent, là-bas. Et on ne leur fera pas croire encore, pour l'instant, que la liberté du commerce capitaliste peut très bien, un jour, signifier la liberté de crever de faim.

